

**RÉSEAU NATIONAL "JEUNES EN ERRANCE"**

**RENCONTRE NATIONALE DES  
INTERVENANTS "ERRANCE"**

**AVIGNON**

**9 et 10 décembre 2004**

**Rencontre financée par le ministère de l'emploi et de la solidarité**

**C/o CEMEA. 24 rue Marc Seguin. 75018 Paris**

**Ce compte-rendu est disponible sur [www.cemea.net](http://www.cemea.net), entrée « social », puis « errance »**

## **SOMMAIRE**

---

- p. 3**                    **Origine et nature de ces rencontres**
- p. 5**                    **Pourquoi se centrer sur les « adolescents en dérive » ?**
- p. 6**                    **Adolescents en dérive : que voit-on sur le terrain ?**
- p. 6    Groupe 1
- p. 7    Groupe 2
- p. 11  Groupe 3
- p. 12**                   **Les plus jeunes dans l'errance**
- p. 15**                   **Demande et non demande**
- p. 17**                   **Rural, péri urbain, petites villes**
- p. 19**                   **Partenariats et adolescents**
- p. 19  Groupe 1
- p. 20  Groupe 2
- p. 22**                   **Les participants à la rencontre nationale**

## **ORIGINE ET NATURE DE CES RENCONTRES**

---

### **Un réseau, des rencontres**

Le réseau national « Jeunes en errance », né des actions expérimentales conduites dans les festivals par les CEMEA depuis 1991, est né « officiellement » en 1997 avec l'intérêt qu'y a apporté Xavier Emmanuelli, Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, et avec le soutien financier alors engagé par le ministère des Affaires Sociales.

Une des faces visibles de l'existence de ce réseau est l'organisation annuelle d'une rencontre nationale ouverte à tous les intervenants au travail avec des jeunes en rupture sociale revendiquée. Ces rencontres sont préparées et conduites par le « groupe de pilotage » du réseau national constitué de professionnels, référents des réseaux régionaux. Elles sont placées sous la responsabilité des CEMEA, sont organisées de façon itinérante dans des villes où interviennent des correspondants du réseau national, et sont intégralement financées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Ces rencontres nationales existent de fait depuis 1995, alors centrées sur les interventions festivières. Elles existent de façon rigoureuse, formalisée, articulée avec les préoccupations professionnelles des correspondants du réseau depuis 1998.

Leurs comptes-rendus sont disponibles sur [www.cemea.net](http://www.cemea.net), entrée « social » puis « errance »

Depuis 2002 il est apparu nécessaire de thématiser chaque rencontre afin d'éviter les dispersions dans des échanges trop divers pour être approfondis en deux jours. La rencontre 2002 a été centrée sur « habiter-logement », la rencontre 2003 sur « corps-soins-santé ».

La rencontre 2004 a été préparée par Thierry Morel, Pierre Coupiat, François Chobeaux, en appui sur les échanges engagés durant la rencontre nationale « Adolescents en dérive » organisée à Aurillac en mai 2004 par les CEMEA et l'UNASEA. Il est apparu utile d'approfondir les points travaillés à Aurillac, et de recenser des pratiques professionnelles qui s'adaptent aux nouvelles dynamiques juvéniles alors identifiées...

### **Les rencontres 2004**

#### **Première journée.**

Matinée : rappel des travaux en cours sur le thème (Aurillac mai 2004, acquis des équipes de festivals et des équipes de rue...). Puis trois groupes en parallèle sur la même question faisant introduction aux échanges : « *Adolescents en dérive : qu'est-ce qui est visible dans les pratiques. Quelles nouveautés, quelles constantes* ». Puis retour des trois groupes et débat à l'ensemble

Après midi : trois autres groupes de travail à partir de questions à approfondir :

- les plus jeunes dans l'errance
- demande et non demande
- zones rurales, péri urbaines, petites villes

Pas de retour à l'ensemble. Synthèses renvoyées au compte-rendu écrit.

### **Deuxième journée**

Matinée : retours sur deux sujets d'actualité : les Etats Généraux du Social, et le projet de loi de prévention de la délinquance. Quelles analyses, quels positionnements pour les acteurs du réseau Errance ? Débat à l'ensemble.

Puis deux groupes d'échanges sur le même thème : quelles relations, quels travaux en commun, quels partenariats avec des acteurs hors du social (éducation nationale, loisirs...) ? Pas de retours à l'ensemble, renvoyés au compte-rendu écrit.

Après midi : projets d'actions régionalisées (rencontres de travail, journées ouvertes...) appuyés sur des mises en réseau : Auvergne et Sud Est déjà existant, Sud Ouest (Toulouse, Dordogne, Pays Basque, Ariège...) et Méditerranée (Languedoc Roussillon et Nice) en démarrage.

### **Origine, forme et limites de ce compte-rendu**

Ce compte-rendu reprend les synthèses rédigées par les animateurs et les secrétaires des groupes d'échanges et de débats pléniers. Il tente de présenter au plus près ce qu'on été les points évoqués durant ces deux jours de travail, en faisant le choix d'une rédaction efficace et souvent non « littéraire »

Les formes des divers textes qui le constituent sont diverses, étant produits par divers rédacteurs. Cette diversité existe en particulier dans les textes issus d'un même moment de travail, sur un même thème, puisque des sous groupes ont alors eu des rédacteurs différents.

La forme finale donnée à ce compte-rendu à partir des textes des rédacteurs est assumée par François Chobeaux.

## **POURQUOI SE CENTRER SUR LES « ADOLESCENTS EN DERIVE » ?**

---

Voici déjà plusieurs années que la question des adolescents nous préoccupe. Ceci pour plusieurs raisons :

- leur arrivée massive dans les festivals, avec des conduites à risques importantes ;
- leur prise de contact avec l'errance sur le chemin du lycée ;
- leur recours massif à l'alcool ;
- leurs dérives estivales ;
- l'apparent vide, l'apparente perte de sens que beaucoup d'entre eux semblent vivre et qui les rendent lisses à tout accrochage, à tout investissement.

Non pas qu'il faille pour autant faire de la catégorie « adolescents » une catégorie sinistrée, devant être l'objet d'une focalisation des attentions sociales. Mais il nous semble que sous l'apparence paisible de certains se cachent des inquiétudes et des souffrances non dites, qui émergent sous forme de comportements qui nous alertent. Pour dire autrement, il nous semble que la catégorie « adolescence », propre aux éducateurs et aux pédagogues en tant que catégorie psychologique, gagne à être réfléchie avec des attentions particulières qui nous conduisent alors à réaborder transversalement des « questions de jeunesse » que nous avons pris l'habitude d'aborder thématiquement : jeunes en errance, jeunes toxicos ...

Notre réseau n'est pas le seul à se poser ces questions. Le rapport 2003 de la Médiatrice des enfants insistait sur les attentions nécessaires aux adolescents, le rapport du sénateur Lorrain également. La Conférence de la Famille 2004 s'est centrée sur l'adolescence ; l'ouverture fortement médiatisée de la « Maison des adolescents » à Paris a permis de faire entendre au grand public que des questions existent et sont à prendre en compte.

Notre réseau a de l'avance dans ce travail. D'une part, avec les acquis des équipes de festivals en contact avec ces milliers de grands adolescents dont beaucoup se laissent aller le temps et l'espace de la fête. En particulier, les acquis d'Aurillac avec l'équipe de rue sont à capitaliser. D'autre part, plusieurs structures du réseau prennent en compte ce nouveau public depuis quelques années : équipes de prévention spécialisée intervenant en centres villes, lieux d'accueil et d'écoute, accompagnement de squats locaux accueillant des ados locaux...

Nous venons d'organiser à Aurillac en mai 2004, sur l'initiative des CEMEA et de l'UNASEA, deux jours de travail sur le thème des adolescents en dérive. 180 participants étaient là, preuve de l'intérêt du débat. Si le paysage théorique, les essais de compréhension ont pu y faire un important pas en avant, il n'a pas été possible d'y explorer solidement le champ des pratiques professionnelles et des réponses en invention. Nous avons donc décidé de poursuivre le débat à l'occasion de la rencontre annuelle des correspondants du réseau national Jeunes en errance.

## **ADOLESCENTS EN DERIVE : QUE VOIT-ON SUR LE TERRAIN ?**

---

### **Groupe 1**

« Adolescents » : c'est quels âges ? Pour les institutions la différence est entre majeurs et mineurs, et comme chacun sait « il n'y a pas de mineurs en errance en France ». Cette affirmation institutionnelle fait sourire –jaune- nombre de participants.

Ca finit quand, si on ne le fait pas finir à l'âge de la majorité civile et pénale complète ? Il est rapporté des comportements de jeunes adultes « qui fonctionnent comme des adolescents », et des positions d'institutions (accueils de jour et de nuit, CHRS) qui estiment que celui-là est peut-être majeur mais qu'il ne fonctionne pas comme un adulte, qu'il ne se comporte pas comme un adulte, et qu'il est donc inadapté à la structure.

On est donc bien sur une catégorie non pas sociale, politique ou juridique, mais psychologique et pédagogique. De l'intérêt d'observer de près ce qui se développe avec les « maisons des adolescents », services hospitaliers spécialisés dans cette tranche d'âge aux contours laissés volontairement flous.

On revient également sur les impositions du juridique et du réglementaire : pas de contrats Jeunes majeurs pour qui n'est pas du département, et qui n'est pas déjà suivi par l'ASE ou la PJJ. Rappel par un service d'ASE qu'à partir de 18 ans et sans contrat 18-21, des « majeurs » ne sont plus du ressort d'institutions de placement. Ce qui fait que quand un Institut de Rééducation met au travail sur une année scolaire la sortie d'un grand devenant majeur, celui-ci doit être éjecté à 18 ans sur rappel de l'ASE économe des deniers publics.

S'ajoute à cela le vide des allocations et diverses indemnités entre 18 et 25 ans, sauf exceptions. Encore plus de création de situations de précarité et de marginalité.

Cette catégorisation à plus ou moins de 18 ans conduit à des renforcements des dynamiques de marginalisation. Quand un moins de 18 ans se présente à l'accueil d'une structure + 18, ou bien il doit tricher sur son âge et l'accueillant également, ou bien il n'y a pas d'autre solution légale que de lui montrer la porte en lui proposant en même temps d'enclencher une mesure de protection auprès du Procureur. Excellente et triste façon de le faire fuir, et de le conduire attendre ses 18 ans en squat. Quand la protection des mineurs conduit à leur marginalisation...

Il est rapporté l'importance de dérives lycéennes avec des ados scolarisés présents régulièrement sur les lieux de l'errance, faisant la manche, lookés comme les grands, et évidemment amateurs de toxiques. Ils dorment à la maison (ou de temps en temps dans un squat proche pour le fun), assistent aux cours sans grand intérêt, n'investissent pas grand-chose de leur avenir. Le terme « d'errance light » est avancé.

Un élément inattendu qui va favoriser ces dérives naissantes : la politique des « lycées sans fumée » qui rejette les fumeurs à l'extérieur permet également à ceux-ci de découvrir et d'entretenir encore plus les liens avec la zone de centre ville, et de ne pas fumer que du tabac en dehors de toute présence adulte régulatrice.

Il est beaucoup question des centres villes, qualifiés de *melting pot* des vies marginales : la zone, les ados dériveurs, les jeunes SDF, les demandeurs d'asiles, les sans papiers.

Un passage par les mineurs étrangers isolés : il est rapporté l'attitude d'une Préfecture qui les envoie à l'accueil de jour proche, théoriquement destiné aux plus de 18 ans. Plus globalement, l'impression de réseaux (Solidarités internes ? Mafias ?) qui les structurent et qui organisent leur errance, leur présence et leurs déplacements, avec un très fort sentiment d'impénétrabilité de ces organisations sous jacentes et une très forte non compréhension des dynamiques qui animent ces jeunes.

Un passage par les jeunes (majeurs et mineurs) en dérive et en errance psychologique ou psychiatrique, qui ne réussissent pas à s'intégrer dans la zone et qui refusent ou fuient la psychiatrie publique. Les accueils de jours tendent alors à devenir des hôpitaux de jour sans moyens humains, sans compétences adaptées. Les liens positifs avec la psychiatrie publique sont très peu nombreux.

En synthèse :

- « Adolescents », cela fait exploser les cadres institutionnels. Ce qui prime alors ce sont les conduites et non plus les âges.
- Des évidents blocages institutionnels : règles ASE et PJJ, non gestion des mineurs fugueurs, refus d'accueil des mineurs, inadaptation des accueils d'urgence aux tout jeunes majeurs, inadaptation des programmes publics d'insertion par l'emploi...
- Des ados qui se cherchent : fréquentation des lieux d'errance, périphérie des lycées... Avec qui vont-ils se trouver là ?
- Des évidents besoins d'adaptations des réponses : centre villes, accueils d'urgence, soutien psy.
- La galaxie méconnue et impénétrable des étrangers sans papiers et des demandeurs d'asile, avec une évidence : il suffirait de les régulariser et de les laisser travailler pour qu'ils disparaissent pour la plupart du paysage de l'action sociale.
- Au fond, un cadre de l'action sociale de plus en plus inadapté et qui génère de l'errance chez les plus jeunes.

## **Groupe 2**

Constats du point accueil de jour de St Girons (Ariège) :

- Un rajeunissement (-25 ans)
- Des conduites addictives extrêmes
- L'utilisation de l'accueil de jour comme un service
- Les jeunes ne « demandent rien »
- La présence remarquable d'une population de passage qui reste 2-3 mois lors des fêtes, des manifestations d'été. Se déplace en groupe restreint de 5 à 10, avec des habitudes liées au camion ou au squat. Cette population représente 250 à 300 personnes sur la région.

Il y a un flux important de jeunes qui arrivent avec le désir de s'installer. En effet, la région bénéficie de la réputation des néo-ruraux des années 70. Les primo arrivants ont aujourd'hui 50/60 ans, la deuxième vague est composée des 40/50 ans, la troisième récente est promue par les 20/30 ans.

Ce « *Katmandou du sud* » reflète le retour, en opposition avec les valeurs individualistes et libérales, d'une vie en harmonie avec le collectif, l'environnement et les modes d'autogestion et d'autorégulation. Ceci repose sur une économie en grande partie souterraine, alternative, que la nécessaire solidarité et le partage soudent dans une logique d'indépendance et de liberté.

La particularité de St Girons tient également à l'absence de politique de la jeunesse.

L'équipe de prévention spécialisée du centre-ville de Grenoble (CODASE) :

- La présence de jeunes en rupture d'établissements sociaux (types foyers)
- Les étudiants traînent en centre-ville et se confondent aux zonards
- Des jeunes locataires dont le parcours est stabilisé cherchent à rompre leur isolement, leur solitude et squattent le centre-ville avec les groupes marginalisés
- De plus en plus une population (19-20-21 ans) avec un look teufeurs/travellers
- Une arrivée massive de très jeunes étudiant/lycéens qui s'identifient aux marginaux
- Une arrivée des (18/19 – 22/23) qui ne demandent rien, squattent l'espace public. La relation avec ces groupes n'est pas évidente. Ils utilisent, ponctuellement, les dispositifs et les travailleurs sociaux (travail social Kleenex)<sup>1</sup>.
- D'autre part, certains mineurs et familles notamment Roumaines sont apparus dans le paysage social.

L'équipe de prévention spécialisée de Tournon (Ardèche) :

- Le centre-ville est investi par une population d'âge scolaire (5000 lycéens, collégiens) d'où des problèmes de deal devant les établissements et en ville.
- La ville accueille également une population de type jeunes en errance, notamment dans la vieille ville (les squats ont moins de 10 ans). Il existe pourtant un "Abri" qui est un hébergement d'urgence.
- Durant la saison d'été les travaux saisonniers attirent traditionnellement une population hétéroclite, dont le public festivalier. L'hiver la ville est une des portes de passage vers les emplois de saisonniers en montagne.
- Pour ce qui est des quartiers, il y a une population de mineurs étrangers en situation difficile qui proviennent du Maghreb et de l'Europe de l'Est. On assiste, sans que cela soit en rapport avec ces mineurs, à la fermeture des quartiers, à un retour de la vie religieuse.
- Les communautés des années 70 sont perdues dans la montagne où elles sont tellement isolées qu'elles ne posent aucun problème. Les marchés de la région s'enrichissent de ces habitants éloignés et atypiques (le marché des Vans est le plus connu).

Le point accueil jeunes, accueil de jour et SAO située à Alès note :

- Les 18-25 ans qui représentent 40% de la population accueillie proviennent pour une bonne partie des communes environnantes (1/3).

---

<sup>1</sup> Remarque de Pierre Coupiat « c'est pas trop tôt ! il est quand même normal que nous partagions enfin le sort des ouvriers, aujourd'hui encore, jetables. Les travailleurs sociaux, dans leurs habits petits bourgeois fraîchement repassés, avaient si vite oublié leurs origines... »

- L'équipe enregistre 250 personnes nouvelles chaque année au point accueil de jour et identifie plusieurs formes de marginalité

Typologie observée :

- Des jeunes sédentarisés en centre-ville dans des squats, 18/20ans mais globalement les 18/30 ans sont de plus en plus nombreux.
- Des communautés organisées (tipi, réhabilitation/restauration des villages abandonnés). Ils viennent s'inscrire à l'accueil pour avoir une adresse.
- Des micros-lieux (travellers/camions) à partir d'une population de teufeurs/ravers avec un bagage scolaire (bac plus) et le plus souvent en couple. « Ils ne cherchent pas de relations particulières, ils ne s'accrochent à rien, il y a des cassures ». La plupart garde le contact avec un des membres de la famille (mère), bien que beaucoup laissent deviner une rupture.
- La présence de plus en plus observable d'une population étrangère qui tente de se sédentariser, notamment des demandeurs d'asile et des petits groupes (3-4 individus) de jeunes étrangers (18-20 ans).
- Des jeunes issus des catégories moyennes s'identifiant à la zone, malgré un bon niveau scolaire. « Ils prennent ce qu'ils peuvent prendre », « notre première difficulté c'est de casser le groupe qui fait écran », « ils s'approprient l'espace de l'accueil sans tenir compte des personnes qui gèrent cet espace ». Une éducatrice note « je trouve qu'ils sont beaux, les filles soignent leur look ». Une autre rétorque « la dégradation physique est rapide. L'objectif c'est la route et la vie en camion ». Au fond, « ils n'ont pas tous les mêmes ressources pour pouvoir décrocher le moment venu ».

Le débat sur l'esthétisation de la zone amène les uns et les autres à se positionner, mais comme le fait remarquer l'un d'entre-nous « c'est toujours d'une manière subjective et peu distanciée ».

L'association de prévention spécialisée de Béziers est en décalage :

- En effet, l'équipe travaille dans un quartier de 20 000habitants, et ne remarque pas l'arrivée de jeunes de la zone dans le quartier. La difficulté réside dans la faible scolarisation de la population gitane nombreuse.
- Les mineurs Marocains, sans titre de séjour, sont également nombreux. Ils disent être arrivés seuls. Ils sont d'abord hébergés par une famille, puis demandent un placement en foyer (stratégie pour essayer de rester en France à la majorité). Cette stratégie apparaît plus fortement dans le quartier intégré mais pauvre. Par ailleurs certains de ces mineurs sont hébergés par la mosquée.

L'ANEF de Clermont-Ferrand dont le service AEMO représente quelques 250 suivis, ainsi que le SAO de Clermont, restituent ces constats :

- Les augmentations significatives concernent avant tout les interventions auprès des jeunes issus des classes moyennes qui résident à la périphérie de la ville. Les familles monoparentales sont fortement représentées avec des difficultés scolaires (13/14 ans), certains vivent en parallèle dans le milieu familial. Ils bénéficient de lieux d'habitation relativement séparés et autonomes (garage aménagé par exemple), leur scolarité est en pointillé. Les parents débordés font alors appel aux services, notamment à l'ASE dans le cadre de ses actions de soutien aux parents.
- Le SAO reçoit beaucoup de jeunes entre 18 et 21 ans en rupture, la plupart avec un passé institutionnel. « C'est le constat d'échec des Contrats Jeunes Majeurs ». Au niveau du SAO « on a développé les prises

en charge à l'hôtel car nous avons beaucoup de mal à trouver des partenaires pour l'hébergement et l'accompagnement des jeunes ». « Les demandes sont nombreuses compte tenu que les bénéficiaires du RMI échouent également au SAO ». Les hôteliers forment alors un réseau de ressources pour des solutions en urgence (prise en charge moyenne d'un mois). « L'hôtel est donc une réponse, non pas parce que le dispositif est saturé, mais paradoxalement pour que la personne se pose sur un laps de temps suffisamment long. Car les hébergements d'urgence ne permettent absolument pas cela, bien au contraire, les personnes sont baladées d'hébergement en hébergement avec des distances à parcourir de plus de 30 km »<sup>2</sup>.

De manière générale, nous avons beaucoup de demandeurs d'asile (familles Tchétchènes, du Kosovo, Serbes) avec un système identifié de passeurs.

Le service de prévention spécialisée de Nice présente son projet expérimental d'action éducative dans les TER avec des missions identiques à celles des quartiers.

« Les jeunes n'ont donc plus trop d'alternatives, se planquer dans les égouts ou encore les greniers, mais bon il leur reste encore les stades de foot...quoique... ».

La proposition est une démarche de diagnostic à partir de l'environnement ferroviaire (14 gares entre Nice et Cannes, 174 trains par jour). 3 éducateurs ont la charge de ce diagnostic supervisé par le cabinet Dubouchet-Berlioz et financé par la région et la SNCF.

Le train est comparé à un territoire (3000 personnes par jour) sur lequel se déploie une action éducative (volonté d'un travail en réseau). Les gares les plus sensibles et les abords des établissements scolaires sont également prioritaires. L'action est sensée étayer ce qui se fait sur les quartiers, en est le prolongement.

L'équipe a rencontré quelques zonzards et remarque que le centre de Nice est paupérisé malgré les apparences. Récemment, ils y constatent l'arrivée de Tchétchènes.

A Clermont-Ferrand, FIT Formation propose en plus des cours d'alphabétisation la possibilité de passer le permis de conduire (permis B), ceci afin de favoriser la mobilité du public jeunes en errance (déjà, ils veulent s'en débarrasser quelque soit le prix ...), le financement émane du Conseil Général.

« Le désir du permis existe » rétorque l'éducatrice face aux sarcasmes d'une partie des participants. « C'est un outil relationnel qui permet un réel repérage des besoins de ce public notamment en terme d'accès aux droits ou à la santé ». Le Conseil Général demande que soit réalisé un vrai travail d'accès à l'emploi pour les moins de 25 ans. Ainsi, beaucoup de jeunes à la rue viennent nous voir, surtout les filles. « Aujourd'hui, j'ai le sentiment que ces jeunes ne sont pas en rupture avec leur famille, ils gardent des contacts ». Pour beaucoup, le départ s'est fait progressivement. « Ils ont commencé par partir pendant les vacances, puis un peu plus ... ».

Ces vies qui s'inscrivent en parallèles de la famille sont pour certains participants le signe de l'indifférence et pour d'autres son évolution. Quelques soient les éléments du débat, ce qui semble important ici, c'est le retour de la famille sur la scène de l'errance. Cette famille oubliée, tant les "anciens" de la rue s'en éloignaient, ces petits nouveaux d'une certaine manière nous la reformulent. Alors des "adolescents en

---

<sup>2</sup> Sommes-nous naïfs au point d'occulter ce qui se déploie ici, alors peut-être mieux vaut-il parler et crier ensemble contre les lois et règlements qui sont les arbres qui cachent la forêt et nous donnent si bonne conscience. A relire donc entres autres : Braudel, Geremek ou encore Duby et Foucault. (Pierre Coupiat).

dérives” on glisse vers les “rives adolescentes” (énoncé classique, mais qui a le mérite de passer du symptôme au territoire, fut-t-il symbolique).

De ce point de vue, l'adolescence peut être envisagée comme une période de vulnérabilité accrue face notamment aux pressions scolaires, à la confrontation avec ce qui devient de plus en plus son propre échec et donc la peur de ne pas être à la hauteur, en un mot d'être isolé. La rupture adolescente peut alors être perçue comme la tentative de savoir y faire avec ses contraintes, ses craintes. D'autant que l'environnement des adolescents est de plus en plus étroit, lisse et propre. Le paradoxe de cette affaire, c'est que ce citoyen en devenir ne l'est que tant qu'il consomme les objets de la norme, mais il ne le peut totalement – même s'il en a les moyens – du fait de ses inquiétudes et de son adolescence structurellement engagée dans l'opposition. Les adolescents hypersocialisés des quartiers sensibles montrent, hélas, les limites de cette totale identification à la norme de la consommation, (thèse de D. Lapeyronnie). La peur de l'isolement social est alors un puissant moteur.

### **Groupe 3**

Féminisation des publics : 30 % ; 40 % de filles chez les plus jeunes (18-20 ans). Problèmes de structures et d'accueil pour ce public. Absence de structure adaptée. Pas de lieu pour le public féminin à la rue,

Un public de plus en plus jeune : on observe qu'à 18 ans, le parcours d'errance est déjà ancien. Les mineurs sont donc invisibles avant de pouvoir revendiquer à 18 ans le statut d'errant et zonard,

Sur les adolescents, on observe des comportements d'alcoolisation massive de plus en plus jeune et de prise de produits hallucinogènes (champignons, ecstasy...). Augmentation de la visibilité de ces produits. L'initiation est de plus en plus rapide et entraîne chez les plus fragiles une rupture elle aussi rapide,

Autre constat : Spécificité de l'émergence de la problématique du milieu rural. On commence à s'intéresser à ce problème, « On » étant le politique.

Repérage de deux profils dans cet espace du rural :

- Jeune en dérive avec une famille à proximité qu'il peut solliciter, soit pour un hébergement, soit pour une aide matérielle. Jeune ancré sur ce territoire (bricolage, réserves, système D),
- Jeune de passage : attiré pour la région, ou par une structure d'accueil (Mission Locale...) ; Jeune qui revendique une aide en terme de « on a droit à ». Instrumentalisation des réseaux d'assistance.

Une question en plein développement : les « lucioles ». Des jeunes fascinés par le monde de la zone. Amateurs en périphérie de groupes de zonards. Satellites, tournent autour. Consomment des produits sans en connaître les effets, ni les risques. Pas d'initiation par des plus anciens, ce qui entraîne une rupture plus brutale. Impossibilité de les approcher en terme de prévention. Difficulté de plus en plus grande d'utiliser les contrats jeunes majeurs.

## **LES PLUS JEUNES DANS L'ERRANCE**

---

Ces adolescents qui se cherchent, qui dérivent et qui entrent dans la sphère et les fréquentations de la zone sont d'évidence parmi les publics de la prévention spécialisée. Et pourtant, combien de tutelles ASE et mairies restreignent la PS au travail dans les cités, quand ce n'est pas directement le fait et le souhait d'équipes en place ? Comme si le fait de porter attention à ces « petits bourgeois » qui dérivent en centres villes était autant de moyens enlevés aux « jeunes des cités », figures exclusives et emblématiques du malheur et à ce titre destinataires naturels et uniques de la prévention spécialisée.

Cependant le tableau n'est pas totalement noir, car des équipes perçoivent ces nouvelles réalités et adaptent, voir inventent des formes d'intervention.

### **A Bordeaux. Yves Lanthau**

Identification d'un public particulier « centre ville » fait de zonards et de lycéens. Projet de mise en place d'une équipe particulière, appuyée sur une pratique des arts de la rue pour faire à la fois appel auprès de dériveurs et lieu de formation pour certains plus engagés dans l'errance. La DDASS et le CG sont intéressés ; la mairie est prudente, et les structures professionnelles (PS et centre de soins aux toxicomanes) extrêmement prudentes. Et pourtant le diagnostic est fait par deux professionnels de ces deux structures.

### **A Clermont Ferrand. Karell Rix**

A partir d'une offre de préparation et de passage gratuit du permis de conduire, avec une sélection sur des critères sociaux : errance, SDF, sans revenus... D'où évidemment un travail sur le rapport au Droit et aux règles, sur les toxiques, sur l'avenir, alors qu'ils viennent « pour le permis ».

Des difficultés avec les 18-19 ans qui ont déjà vécu quelques années de rue pour des raisons difficiles à identifier. Enfants des classes moyennes, une scolarisation à peu près menée à bout, et aucun projet d'avenir à par le mythe du permis qui va permettre d'avoir un camion qui lui-même va permettre de vivre la route.

### **A Clermont Ferrand. Hubert Fournier**

Prévention spécialisée : rue et local d'accueil.

Des adolescents scolarisés, qualifiés de « pointillisme scolaire » : une fois j'y vais, une fois j'y vais pas. Donc une scolarité très chancelante.

Une émergence des filles de 15-16 ans, pas en rupture familiale, proches des noyaux marginaux plus âgés et déjà engagés dans la zone. L'accrochage se fait par des discussions banales, à partir d'une présence ancrée dans la rue auprès des zonards. Comme un « *Katmandou près de chez vous* », avec cependant une certaine conscience des danger (toxiques, relations sexuelles...).

C'est actuellement un travail très individuel. Des prémises de travail plus collectif, peut-être, avec l'amorce d'échanges sur le Larzac, ATTAC...

Il y a des réseaux d'adultes autour, au premier chef les parents dont les n° de téléphone s'échangent, que les éducateurs appellent et qui les appellent. Comme une situation d'entre deux, entre la rupture et la normalité. A surveiller et suivre de près.

Une note inquiétante : l'arrivée chez certains jeunes du Subutex injecté comme première pratique d'usage de toxiques. « C'est propre et pas dangereux car c'est un médicament »...

### **A Bourg en Bresse. Roland Février**

Prévention spécialisée. Local d'accueil le matin, travail de rue l'après midi.

Des filles en lycée ou en fin de collège, « intermittentes scolaires ». Nécessité d'aller à la rencontre en douceur ; elles ne viennent pas et se méfient. Des approfondissements qui échouent, aussi, par trop de méfiance, par fuite, par impossibilité de trouver le déclencheur. Mais de toute façon un lien qui reste entretenu, ça viendra peut-être plus tard.

Les 18-21 : hors cadres, hors programmes et dispositifs institutionnels pour adultes majeurs, « hors des clous » dans une dynamique adolescente extrémisée. Et des conduites à risques en permanence, avec des pratiques réellement dangereuses. Un de leurs seuls liens avec ce qui leur est extérieur : l'équipe de rue et d'accueil.

### **A Valence. Christian Liotard**

Prévention spécialisée centre ville.

Des adolescents rencontrés en travail de rue de centre ville et dans l'accompagnement des concerts. Une volonté claire (professionnels, tutelles) d'aller vers ces adolescents.

L'opportunité d'une action SIDA le 1<sup>er</sup> décembre, qui a permis de leur proposer de se mobiliser avec les éducateurs.

Toujours les mêmes pratiques d'approvisionnement en douceur, et toujours les mêmes constats de vide et de risques.

Un projet de groupe d'échange sur le haschisch ; ça permettra de faire débat, de parler, d'avancer ensemble.

### **A Nice. Mélanie Lelou**

Prévention spécialisée en centre ville : les fugueurs à répétition du Foyer de l'Enfance, des moins de 16 ans en décrochage scolaire, qui se croisent avec la zone. Et une décision des tutelles de ne pas travailler avec les plus âgés de ces adolescents perdus...

Une expérimentation de prévention spécialisée dans le train côtier entre Nice et Cannes, avec les ados des établissements scolaires. Un travail autour des gares, dans les gares, dans les trains, des liens avec les établissements scolaires. Démarrée en recherche-action il y a quelques mois avec le cabinet Dubouchet-Berlioz ; à suivre.

### **A Toulouse. Yann Taillefer et Laurent Campourcy**

A la Mission Locale, de plus en plus de mineurs en décrochage scolaire. Donc un travail avec l'éducation nationale et avec un organisme de formation : essais de re-scolarisation, entrées en apprentissage, approches des réalités de l'entreprise par des stages de découverte. Et un travail avec le Conseil Régional pour une évolution de l'offre d'insertion avec des actions spécifiques aux 16-18.

Au relais Accueil jeunes, essais de développer ces projets collectifs avec le public SDF et errants de plus de 18 ans. Et peu à peu l'arrivée de moins de 18 ans, avec comme seule réponse institutionnelle possible le rappel de la loi et la proposition de protection.

**A Clermont Ferrand. Caroline Girard et Sylvie Landry**

En AEMO : accompagnement de jeunes majeurs en contrats 18-21, avec le resserrement de ces contrats à ceux du département déjà suivis auparavant.

Service d'Accueil d'Urgence et 115 : des jeunes « non adaptés » aux structures d'accueil : alcool, cannabis, fête, chiens... Donc les squats comme seule forme d'hébergement possible.

## **DEMANDE ET NON DEMANDE**

---

Dans un premier temps, le groupe essaye de définir ce qu'est ou ce que pourrait être une demande pour comprendre le sens d'une non-demande.

Pour certains, tout peut être compris comme une demande, qu'elle soit verbale ou non verbale.

On souligne alors l'ambiguïté du terme, trop général, gênant, dans son utilisation. Tout le groupe semble d'accord pour dire que l'on peut travailler sans demande. « On n'a pas besoin de ça », mais le « ça » reste à définir.

« La demande » est ensuite déclinée en image et en métaphore pour mieux appréhender le sens.

Une participante utilise la métaphore du « magasin », de « l'entrée dans une boutique » : on rentre d'abord pour voir, pour jeter un coup d'œil, puis c'est après qu'on formule une demande, que l'on peut se situer comme demandeur. Si le vendeur est trop pesant, si sa présence se fait trop dérangeante, alors on s'en va. D'où l'importance, une fois de plus, de donner du temps pour se poser, pour que ces jeunes s'installent ; ne rien demander est la condition sine qua non d'un travail possible sur la demande.

Ils viennent dans nos structures aussi pour mesurer nos capacités à ne rien dire, à ne rien demander, à ne rien faire.

Alors qu'avec nos références on se jette sur le client, certains travailleurs sociaux ne savent pas gérer le silence et la non-action, d'où une certaine frustration.

Savoir gérer le temps : « des jeunes ne viennent que pour jouer aux cartes et ne demandent rien d'autre ».

### **Emergence d'une question : « Jusqu'où doit-on accepter un mutisme total ? »**

C'est la limite posée au et par le travailleur social. Le cadre de l'accueil et de l'institution permet-il de répondre à cette limite ?

On a beaucoup parlé d'accueil de jour, accueil à bas seuil pour la majorité. Un débat s'ouvre alors sur la question de l'accompagnement et de l'identité de l'accueilli.

Certains pensent que l'on doit pousser le jeune à décliner au moins un prénom, et à formuler ce qu'il vient chercher dans ce lieu. « Faire déceler la demande », « la chercher », « la faire émerger »...

Paradoxe et ambivalence de certains travailleurs sociaux qui se disent être en capacité de travailler sans demande, mais qui vont toutefois « la déceler », « la chercher », « la faire émerger ».

Question de formation peut-être ? Les centres enseignent encore la trilogie de la demande, du projet, et de la durée. La non demande comme piste de travail y émerge à peine comme réflexion.

### **Emergence d'une autre question centrale : « Jusqu'où peut on ne pas intervenir ? »**

Aller vers, à la rencontre, focaliser cette problématique. D'un côté ils viennent dans les structures, sont demandeurs, a minima, du lieu pour se poser, de l'autre. On vient alors sur leur territoire intime leur demander s'ils ont besoin de nous.

Danger de l'obligation à intervenir. Au delà du schéma judéo-chrétien.

### **Conclusion**

La question de la demande et de la non demande est celle du politique. Il y a confusion entre **demande** et **besoin**.

Instrumentalisation de cette confusion par le politique : « Ils ne demandent rien donc c'est bien ! Qu'ils restent et qu'ils se débrouillent seuls ».

Peur et fantasme de l'envahissement par les zonards si le lieu d'accueil est trop confortable, et si l'accueillant reste sans demande face à ce public.

Donc, c'est le travailleur social qui se trouve dans l'obligation d'être dans la demande, et sa non demande ne peut être acceptable pour le politique.

## **RURAL, PERI URBAIN, PETITES VILLES**

---

Quels projets pour les jeunes du rural ?

Le projet d'action de l'association de prévention spécialisée Pays des Gaves (Mourenx) concerne plus particulièrement "les jeunes en dérives" dans la région d'Orthez. La prévention spécialisée dans la ville de Mourenx restant par définition attachée aux problématiques des quartiers sensibles, et cela en raison de la construction sociohistorique de la ville. Pour autant les acteurs restent à l'écoute des interrogations présentes sur le territoire élargi représenté par le tissu rural.

Orthez est une petite ville relativement isolée qui accueille une forte population jeune en transit du fait de la présence des lycées. Naturellement, quelques jeunes zonards squattent en centre-ville, ils sont de la région et certains de passage. Les fortes demandes en matière de logement excèdent de loin la capacité de la ville à y répondre. Aussi, l'alternative est de se rendre à Pau ou à Bayonne. En changeant de ville, les jeunes changent de références, notamment de Mission Locale.

Plusieurs partenaires locaux constatent de plus en plus un déséquilibre dans l'espace rural et des phénomènes de marginalisation. Les jeunes issus des classes moyennes ne s'en sortent pas trop mal car ils ont la possibilité de se déplacer facilement, de se rendre aux différents concerts (ces jeunes s'inscrivent depuis peu dans les clubs d'animation). Mais pour d'autres l'isolement est sensible, « certains ne sortent plus de chez eux » et d'autres errent littéralement, d'autant que là encore, les ruptures scolaires apparaissent.

L'idée est de créer une Mission d'Observation Permanente à partir d'Orthez en intégrant le rural "profond", qui compose la plus grande partie de la zone géographique.

- Quelles sont les "réalités vécues" dans le rural ?
- Quelles sont les problématiques émergentes ?

Ce projet d'action territoriale nécessite un partenariat ouvert, aussi, les acteurs se proposent de l'élaborer à partir d'un large éventail. Les jeunes, les habitants et les élus sont concernés avec les acteurs sociaux classiques tels que les foyers ruraux, le point accueil jeunes et la mission locale.

Alès est tenue de composer avec les communautés (mouvance des années 70) installées sur des terrains privés, mais cela n'est pas sans poser de problèmes, de la gestion des ordures à la venue de non-sédentaires attirés par ce mode de vie. Cette population de jeunes zonards est "laissée pour compte" et vulnérabilisée. Le manque de moyens et de dispositifs d'insertion est frappant. Aussi, à partir d'un réseau privilégié de partenaires locaux : mission locale, le point accueil de jour, l'association de prévention spécialisée et la PJJ, l'action Chantiers Insertion est créée. Cofinancée par le Conseil Général (PLIE) et la Communauté d'Agglomérations l'action consiste dans la réalisation de chantiers (carrosserie, espaces verts) adaptés au public (de quelques heures à plusieurs jours selon les capacités de chacun). La finalité de l'action est la création d'une passerelle entre les jeunes à la rue et les partenaires sociaux afin d'enrayer les représentations négatives et de promouvoir la mixité du public dans les différents dispositifs.

Une action de navette sociale et des « vacances utiles » sont en cours de projection.

Le projet de l'association de prévention spécialisée de Bergerac est une action itinérante de prévention et d'accompagnement des jeunes dans le rural. En effet, la ville est relativement isolée avec une forte péri-urbanisation qui profite aux catégories moyennes. Les villages investis par les riches Anglais, Hollandais et gens du Nord ne laissent que peu d'alternatives pour se loger à un prix raisonnable, d'autant que la ville attire de plus en plus de retraités. Dans ce contexte de ville commerçante et touristique, le rural devient le lieu de la débrouille, du squat isolé à la location bon marché en passant par les solidarités relatives et ponctuelles des néo-ruraux bien implantés dans plusieurs communes. Le déséquilibre est réel entre les jeunes des classes moyennes et ceux du rural, fossé d'autant plus marqué que le territoire du rural offre peu de ressources. Alors, ces jeunes, l'été, participent aux fêtes de villages, vendent dans les marchés, très prisés par les touristes et les étrangers, se retrouvent dans de vieilles fermes à peine restaurées, en essayant de construire des réseaux de solidarité, de bricolage. Les travellers, les sound systèmes, les ravers et autres zonards/punks néo-ruraux échouent dans ces ruines de l'exode rural. Les soirées privées types raves y sont courantes, elles attirent régulièrement une population de 200 à 300 personnes.

La prévention spécialisée est intégrée dans les différents réseaux de la marge et bénéficie d'une confiance établie depuis de longues années. Les concerts, les manifestations festives sont l'occasion de retrouvailles et d'informations sur les difficultés d'untel ou encore les besoins d'un autre, « Passe voir Luc dès que tu peux, il est pas très bien en ce moment ». L'éducateur de prévention spécialisée est aussi une personne ressource pour ceux qui arrivent d'ailleurs et cherchent des infos pratiques « sans se prendre la tête ». Ainsi, il n'est pas rare que de l'Ariège..., à Bergerac par exemple, certaines personnes en adressent d'autres à un éducateur repéré. L'effet réseau... « Qui sème la confiance en récolte les maux ».

L'action de prévention itinérante propose donc un point d'accueil, d'informations et de ressources, présent lors des concerts, des manifestations festives...sous la forme d'un minibus. L'extension du territoire d'habilitation de la prévention spécialisée et d'un partenariat institutionnel, notamment le centre de soin aux toxicomanes et l'association nationale de prévention de l'alcoolisme, marque la volonté d'être auprès de ces jeunes et de les rencontrer sur leurs lieux d'habitats.

Cette action est aussi un lieu d'observation privilégié des pratiques toxicomaniaques des jeunes en milieu rural, notamment par l'intégration au dispositif TREND.

Ce lieu mobile travaille en relation avec les différents dispositifs fixes de la ville et du département, non seulement dans la phase informations mais aussi pour des observations et des analyses des cohérences des actions.

L'idée générale est de s'inscrire de manière durable auprès de ces populations, d'œuvrer à la prévention des risques et à la réduction des risques en luttant contre l'isolement social et ses avatars.

Aujourd'hui, semble-t-il, les élus locaux prennent conscience des inégalités de traitements entre l'urbain et le rural et des conséquences en terme de fracture sociale. La démonstration par des financements moins précaires est alors à suivre de près...

## **PARTENARIATS ET ADOLESCENTS**

---

### **Groupe 1**

« *Le partenariat n'existe pas. C'est un réseau d'individus qui se connaissent, le reste c'est fuck* », énoncé d'un participant approuvé par l'ensemble des présents.

De manière générale le partenariat est abordé en fonction du tissu de connaissances local. Ainsi les patrons de bars sont représentatifs, le préposé aux fontaines en plein cœur de la ville de Clermont-Ferrand est la vision à retenir, « les yeux de la ville ».

Pour saisir l'ambiance, les relations entre les commerçants et les groupes de jeunes, les propos qui circulent sous le manteau, certains participants privilégient le contact avec les « petits métiers » tels que le responsable des frigos du marché ou encore le concierge d'une salle municipale. Tous ces partenaires informels sont autant d'informateurs qui ont la connaissance « juste » et en « temps réel » de la diffusion des discours.

La « complicité » avec ces « interprètes » du social favorise l'interconnaissance, car « les partenaires officiels servent seulement à montrer que le lien avec les institutions fonctionne ». « Sans ce réseau informel, on ne peut pas travailler », « des écoles de musique aux urbanistes de la ville en passant par les responsables de la voirie et les vendeurs des 4 saisons », les acteurs de prévention font feu de tout bois. Il est donc nécessaire de connaître la ville, le quartier pour comprendre les interactions et le choix d'une stratégie relationnelle. Ensuite les partenaires institutionnels légitiment les actions et le mode de présence, « et on ne peut éviter les opérations "pots de fleurs" ». D'autant que ces partenaires institutionnels sont des réseaux puissants et cohérents, notamment en ce qui concerne les accueils de jour ou encore les hébergements d'urgence. Les règles du jeu institutionnel sont le socle de légitimation des interventions, en tenant compte que ces institutions donnent corps et sens aux droits des individus. Il y a ainsi 3 niveaux de relations : technique, administratif, politique.

Le réseau est avant tout un système qui nous éloigne du copinage et de la « corruption clientéliste » de certaines institutions.

Le débat alors exprime les tensions entre des dimensions parfois contradictoires du réseau, des relations interpersonnelles/complicité et celle des institutions. Le discours institutionnel est pourtant clair « vous n'existez que parce que vous êtes mandaté par l'institution », mais les rapports sociaux ne semblent pas s'y réduire et certains vont jusqu'à dire « le réseau personnel est la préfiguration d'un réseau institutionnel en gestation ».

Le contre pouvoir « c'est notre capacité à informer, à communiquer et ceci au-delà du local, à travers des réseaux élargis, des régions notamment ». La désobéissance est nécessaire, si d'aventure des enjeux institutionnels forcent le trait et nient les capacités du « faire ensemble ». Mais les bonnes résolutions volent en éclat devant la fermeté et la rigidité des enjeux institutionnels, qui de plus en plus ont des allures de stratégies d'individus pour le pouvoir. Là encore, l'ouverture vers d'autres semble de rigueur, les collègues et les lycées apparaissent comme des partenaires susceptibles de porter un projet commun. Cependant, le chemin est encore long et parsemé d'obstacles. C'est donc à la marge du fait institutionnel

que les réseaux interpersonnels agissent. Ces mises en scène du quotidien apportent parfois le souffle créateur qui nous relie à la « commune humanité ». Projet ballotté si l'on en croit le retournement de certains énoncés : « quand j'étais plus jeune, mon directeur m'a demandé pour qui je travaillais. J'ai répondu que j'étais au service de l'institution, celui-ci m'a rétorqué, non vous êtes au service des personnes. Aujourd'hui, c'est le contraire ». La force du réseau personnel est de ce point de vue, d'être intégré dans le projet institutionnel, ou plus exactement, de « faire institution ». Vaste programme qui nous rapprocherait de l'éducation populaire...si ce n'est que force est de constater que le libéralisme est entré dans le social et que la concurrence y est féroce. Dans ce contexte la décentralisation n'est pas toujours favorable, qui par endroit a reconstitué de véritables « baronnies ».

Dans ce registre les relations avec les organismes de formation des travailleurs sociaux dénotent un manque évident. Certains ont des stratégies parfaitement libérales qui excluent les formations peu porteuses comme la prévention spécialisée. Cette prévention spécialisée reste aux dires de tous le « vilain petit canard » du social. Alors, que faire ? Certainement valoriser et communiquer avec les lieux qui comme à Valence s'avancent sur des terrains en friches et réfléchissent à des modes d'interventions en marge des cadres conventionnels.

## **Groupe 2**

*Plusieurs participants présentent les pratiques de partenariat qu'ils développent avec l'éducation nationale.*

A Vichy, des relations régulières avec les collèges et lycées avec toujours l'attention à ne pas livrer de noms ou d'informations, et cependant des infos en retour qui permettent de mieux travailler. Les chefs d'établissements ne sont pas invasifs, et comprennent les prudenances sur l'anonymat.

A Valence, un contact pris via l'AS scolaire qui permet une rencontre de travail avec un Principal.

A Mourenx, un administrateur de l'association de prévention siège au CA du lycée. Des actions collectives ponctuelles sont organisées, du type « journée SIDA du 1<sup>er</sup> décembre ».

Une règle : pas de démarches avec un établissement à propos d'un élève si celui-ci n'a pas donné son accord, et sans lien avec sa famille.

Egalement un travail avec un groupe de parents d'élèves.

A Narbonne, des réunions collectives engageant plusieurs associations plutôt qu'une relation duelle, ce qui évite de glisser dans les échanges-études de cas particuliers.

A Bourg en Bresse, une prudence avec le secret partagé. Plutôt une pratique du type « je prend vos infos, je les passe au jeune, c'est lui qui verra ».

A Nice (expérimentation SNCF), une découverte de l'intérêt de la prévention spécialisée par les Principaux.

*Ces échanges conduisent à échanger sur les relations avec les CLSPD et les CCAS.*

A Narbonne, le souci des limites de la « transparence » avec le CCAS et la Préfecture est fort. Il faut protéger les usagers « sensibles » : sans papiers...

A Bourg en Bresse, circulation de photos et vidéos en CLSPD. Demande des éducateurs au directeur de ne plus y siéger, en expliquant pourquoi.

A Nice, des équipes participent aux travaux du CLSPD. Pas de problèmes apparents.

A Valence, un rappel préalable des règles de la PS au moment du tour de table de présentation des membres du CLSPD jette un froid. Et en même temps le travail de centre ville est demandeur d'une

cohérence d'actions des acteurs dans l'intérêt des errants, à construire en CLSPD, et de fait en constitue un informel avec d'autres partenaires.

A Mourenx, c'est un administrateur qui siège et pas un professionnel de l'équipe. Ce qui évite nombre de problèmes. D'autre part, la position qui y est soutenue est le cadrage du CLSPD sur des choix politiques et techniques, pas sur une cellule de veille et de suivi des personnes.

A Narbonne, c'est la directrice qui y va. Pas de confusion pour les équipes de terrain.

A Valence, intérêt des commissions thématiques sans pouvoir d'action directe.

Valence, Mourenx : le besoin et l'importance d'expliquer les principes et les pratiques de l'accompagnement sans mandat nominatif.

*Troisième étape du débat : partenariats et actions communes impliquent communication de la part des associations. La question des rapports d'activité.*

A Alès, une partie du R-A présente des « histoires de vie » ; c'est un moyen d'aider à comprendre ce qu'est la travail de prévention spécialisée.

A Toulouse, le R-A du Relais Accueil Jeunes a été présenté sous Powerpoint au Comité de pilotage de la Mission Locale.

Discussion à l'ensemble : oui, les R-A peuvent être d'efficaces moyens de communication pour les équipes de terrain et leur rédaction comme leur forme sont alors à investir.

*Dernier point en aboutissement : mais au fait, quid des « réseaux » ?*

A Valence centre ville, l'entretien permanent d'un réseau de veille, d'information et de vigilance constitué des épiciers, des patrons de bars, des gérants d'hôtels...

A partir de cet exemple, échange à l'ensemble :

- intérêt et difficulté d'un travail avec les clubs sportifs
- Attentions à apporter à la presse quotidienne régionale, investie par de jeunes journalistes de qualité.
- Un travail avec un Institut de Formation aux Soins Infirmiers, dans le cadre d'interventions dans une formation d'aides soignantes. De nombreux échos familiaux, ces personnes ayant dans leur environnement des usagers de l'équipe de rue.
- Faire réseau avec des « gens du coin » qui ont pris leurs habitudes à l'accueil de jour.
- Le travail avec les petits festivals à fort investissement de bénévoles, qui peuvent intégrer des « vieux » zonards. Réseaux pour eux, réseaux pour nous.

**Participants Rencontre Nationale " JEUNES EN ERRANCE " -  
Les jeudi 9 et vendredi 10 décembre 2004 à Villeneuve Lez Avignon**

Nom Prénom	Organisme	Adresse	CP	Ville
CHOBEAUX François	Ceméa	24 rue Marc Seguin	75883	PARIS Cedex 18
CHERIFI Danielle	Mairie – Service Prévention de la délinquance	3 rue de la Grille	17000	LA ROCHELLE
FOURNIER Hubert	L'Ecoutille	14 avenue Charras	63000	CLERMONT FERRAND
MAGNIER Magali	Association Logement Relais Urgence	18 rue Louise Morère	09200	SAINT-GIRONS
COUPIAT Pierre	Association l'Atelier	15 rue Neuve d'Argenson	24100	BERGERAC
LELOU Mélanie	ADSEA 06	42 avenue Raymond Feraud	06200	NICE
GAYRARD Emmanuelle	Association Biterroise de Prévention	3 rue de l'Ancienne Porte Neuve	11100	NARBONNE
RIX Karell	FIP-Formation	64 rue Lamartine	63000	CLERMONT FERRAND
BIODJEKIAN Myriam	Mission insertion musique. SEA 26	89 rue Roberval	26000	VALENCE
FREDOUELLE Annie	Association Logement Relais Urgence	18 rue Louise Morère	09200	SAINT-GIRONS
TUBIANA Jean	Association Logement Relais Urgence	18 rue Louise Morère	09200	SAINT-GIRONS
PIERRET Régis	IFTS	113 rue Antoine Sabre	63270	VIC LE COMTE
TAILLEFER Yann	RAJ – Mission Locale Croix Rouge	2 boulevard Bonrepos	31000	TOULOUSE
CAMPOURCY Laurent	RAJ – Mission Locale Croix Rouge	2 boulevard Bonrepos	31000	TOULOUSE
TAFFOUREAU Alain	Accueil de jour	7 rue de Lespinet	09000	FOIX
MULLER Emilie	CODASE Prévention spécialisée	25 rue Henri de Balzac	38100	GRENOBLE
COUDERC Michèle	Association SAJE	10 faubourg du Soleil	30100	ALES
LECLERC Fabian	Association SAJE	10 faubourg du Soleil	30100	ALES
MOREL Thierry	EPSI	8 place Michel de l'Hôpital	63000	CLERMONT FERRAND
GIRARD Caroline	ANEF	SAO – 13 avenue Edouard Michelin	63000	CLERMONT FERRAND
LANDRY Sylvie	ANEF	SAO – 13 avenue Edouard Michelin	63000	CLERMONT FERRAND
LAMOUCHE Patrick	CCAA	57 avenue Pierre Semard	84000	AVIGNON
FEVRIER Roland	ADSEA Prévention Spécialisée	3 rue Bourmayer	01000	BOURG EN BRESSE
BRET Christian	ADSEA 07 Prévention Spécialisée	6 place Carnot – 2 <sup>ème</sup> étage	07300	TOURNON
LANTHEAUME Yves		10 rue Saumude	33000	BORDEAUX
ARRAMON Evelyne	APS du Pays de Gave	1 rue Louis Barthou	64150	MOURENX
THIERRY Claire	Accueil de jour SAO	1 rue Tenaube	30000	NIMES
TITOUS Ferroudja		Chemin de la Couloucia	64990	SAINT PIERRE D'IRUBE
BERNADET Sandrine	ADSEA Prévention Spécialisée	42 avenue de la République	03000	AVERMES
PERRIN Alain	Prévention Pays Basque	31 rue Victor Hugo	64100	BAYONNE
CHAZY Olivier	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale – DGAS -Bureau de la lutte contre les exclusions	11 place des Martyrs du Lycée Buffon	75696	PARIS Cedex 14
PEREZ Delphine	Association Biterroise de Prévention	64 rue de l'argenterie. BP 14030	34545	BEZIERS